



## Comité Régional Grand-EST Alsace - Champagne-Ardenne - Lorraine

Adresse postale : 15 Boulevard de la Paix - BP. 11215 - 51058 REIMS cedex

Siège social : 2 rue Drouin, 54000 NANCY

Mail : [crgecgt@orange.fr](mailto:crgecgt@orange.fr)

Tél : 03 26.88.23.04



### RASSEMBLEMENT VEHICULE DU FUTUR MULHOUSE 6/12/2022 – Denis Schnabel

Chers Camarades,

Si nous sommes réunis aujourd'hui devant le pôle de compétitivité « Véhicule du futur » c'est pour dénoncer la situation intolérable d'incertitude que vivent et vont vivre des milliers de salariés de la filière automobile.

Nous appelons aujourd'hui ensemble, Métallos et Comités Régionaux Bourgogne Franche Comté et Grand-Est devant ce lieu symbolique, financer par des fonds publics, pour rappeler que d'autres choix sont possibles. Des choix qui impliqueraient que nos décideurs politiques ne laissent plus les multinationales et leurs actionnaires déterminer à elles seules des politiques industrielles à mener, surtout dans une filière automobile aussi essentielle.

Une filière automobile structurante de notre société de consommation, de notre tissu économique et de toute notre industrie, tant les interactions ne se comptent plus. Dans le Grand-Est, notamment depuis les années 70, cette filière est présente sur tout le territoire, autour des constructeurs en Alsace et Moselle et dans la sous-traitance dans les coins les plus isolés de la Champagne-Ardenne et de la Lorraine. Elle a charpenté l'aménagement de notre territoire y compris au niveau transfrontalier depuis des décennies. Oui car il a fallu créer des voies ferrées et des routes pour rejoindre parfois une fonderie en fond de vallée des Ardennes ou une forge dans la Haute Marne.

Même si la casse a été lourde ces dernières décennies, la filière automobile représente encore environ 100 000 emplois en Grand-Est. De la sidérurgie, en passant par la fonderie, la plasturgie, le verre, le textile, le transport, ce sont près de 300 000 emplois induits supplémentaires qui sont concernés. Et cela y compris au niveau des frontières avec plusieurs milliers de transfrontaliers qui travaillent chez Ford, Mercedes, AZDF en Allemagne.

C'est tout dire le poids de cette filière au niveau économique et sociale, son impact sur nos vies et l'environnement. Aujourd'hui, nous sommes conscients que la prise en compte des enjeux environnementaux et la transition écologique et énergétique sont une nécessité pour l'avenir. Néanmoins, nous contestons les choix du tout électrique fait par les constructeurs et repris par les politiques.

Ce sont des choix catastrophiques au niveau économique et social, et 30 000 emplois sont directement menacés dans la filière sur notre région. Le tout électrique est une gageure sans nom pour notre planète. D'une part par le pillage de la planète et la pollution que cela représente, et d'autre part, par l'augmentation des besoins en matière énergétique qui vont être multipliés par trois, alors que l'on nous prédit déjà des coupures d'électricité dans nos foyers pour cet hiver.

Quelle stratégie politique dans tout cela ? Rien si ce n'est des guichets ouverts aux entreprises pour bénéficier d'aides publiques sans aucunes contreparties en termes d'emplois et d'investissements. Des

fonds publics qui finissent directement dans la poche des actionnaires. Alors que dans le même temps 9 projets d'usines de batteries sont déjà prévus en Allemagne, deux seulement le sont en France.

Le banquier Macron, résolument libéral, à la botte du capital sort son arsenal antisocial en mettant en place une société au service des entreprises. Cet adepte de Thatcher devrait pourtant regarder aujourd'hui les dégâts sociaux et sociétaux produits en Angleterre. Avec la réforme de l'assurance chômage et celle des retraites à venir, il veut donner des gages à Bruxelles et récupérer par ce biais l'argent donner aux entreprises sans contreparties. La réforme des retraites, c'est encore moins de partage des richesses créées par les salariés. C'est un retour en arrière sans précédent alors que les richesses sont là, confisquées par quelques-uns. Des choix politiques désastreux qui accentuent la pauvreté, montrent le migrant comme responsable de tous les maux et font monter les idées d'extrême droite. Nous ne devons pas laisser pas l'histoire se répéter, car nous sommes le seul barrage à la haine et à la xénophobie. Le patronat n'est pas l'ennemi de l'extrême droite qui montre son vrai visage aujourd'hui dans l'hémicycle du palais Bourbon.

Mes camarades, nous sommes les seuls aujourd'hui à dénoncer cette situation et nous interpelons nos présidents de Régions qui sont dans la même logique de laisser les donneurs d'ordre décider seuls des stratégies. Nous ne laisserons pas casser une nouvelle fois notre industrie à l'image de la sidérurgie ou de la fermeture des mines.

Cette journée du 6 décembre, doit marquer le départ d'une campagne CGT, de redéploiement, de mobilisation, de contestation et de propositions. C'est pour cela que nous exigeons :

- L'arrêt immédiat des fermetures de sites dans la filière automobile, des suppressions d'emplois, des pertes de la maîtrise technologique et des savoir-faire.
- La mise en place d'un statut spécifique pour les salariés de la filière pour qu'ils gardent leurs acquis, leurs salaires et puissent accéder à la formation professionnelle pour accéder à d'autres métiers.
- D'établir des contrats pluri annualisés engageant la responsabilité sociale des entreprises donneuses d'ordre pour garantir aux sous-traitants les prix, les marchés et une participation financière à l'innovation et à la formation des salariés.
- De contrôler et évaluer les aides publiques.
- De conditionner ces aides publics aux résultats de l'entreprise, au maintien de l'emploi, à l'investissement, à la recherche et au développement.
- D'agir pour le plafonnement des dividendes versés aux actionnaires. Là aussi pour privilégier les investissements en faveur de la réindustrialisation, la recherche, et le développement humain durable.
- Réduire le temps de travail à 32h et exiger partout l'égalité femmes/hommes.

Nous avons besoins d'investissements nouveaux permettant de maintenir nos emplois industriels dans notre territoire et ce malgré les transitions nécessaires. Les fonds publics doivent servir des stratégies publiques régionales et nationales pour mettre en place des projets concrets.

Nous avons des propositions et pour cela nous revendiquons :

- De mettre en place une usine de batterie
- D'investir dans une aciérie électrique
- La création d'une filière hydrogène d'avenir
- Le développement d'une gamme de véhicules hybrides familiaux à hydrogène
- La mise en place d'une filière de retraitement des batteries usagées à moyen terme

Voilà mes camarades, ce 6 décembre est une première étape. Construisons ensemble, avec les travailleurs, les alternatives. Tous ensemble car d'autres choix sont possibles !